

RDC avec sa machine à voter

Par Marischka Nkashama

3 Septembre 2018

Avec la machine à voter, le décor est planté pour le trucage du siècle en faveur de Shadary

La majeure partie de la population congolaise, l'opposition et la communauté internationale ont réussi par leur pression, à contraindre le Chef de l'Etat Joseph Kabila à ne pas briguer un troisième mandat. Ils ont obtenu gain de cause mais ils ont échoué à obtenir la tenue des élections crédibles et transparentes, du moins jusque-là. Au contraire, tous les ingrédients ou presque sont réunis pour le trucage historique en faveur du candidat du pouvoir à l'élection présidentielle, Emmanuel Ramazani Shadary.

A l'annonce de sa désignation par l'Autorité morale du Front Commun pour le Congo (FCC) pour porter le brassard de sa plateforme à l'élection présidentielle du 23 décembre 2018, bon nombre des congolais ne le voyaient pas en mesure de se mesurer aux poids lourds de l'opposition à l'instar de Félix Tshisekedi, Jean-Pierre Bemba ou Vital Kamerhe. Près d'un mois plus tard, des déclarations de soutien pleuvent de toutes parts, essentiellement par des acteurs politiques véreux ou en quête de positionnement ou des jeunes des partis du pouvoir manipulés. Tous clament haut et fort leur engagement à soutenir celui qui il y a quelques mois, arrangeait les foules du Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie(PPRD) avec un langage ordurier digne d'un badaud de rues de Kinshasa.

Mais plus le temps passent, plus on s'approche de la date butoir du 23 décembre et plus encore Joseph Kabila murit ses stratégies pour une tricherie qui fera date dans l'histoire politique de l'humanité si rien n'est fait pour l'en dissuader.

Pour ce faire, il compte sur la machine à voter, cet outil imposé par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et, qui est au centre de la controverse entre les parties prenantes au processus électoral.

En effet, conscient que la seule chance pour son dauphin de se faire élire ou mieux d'être proclamé élu, reste la tricherie à travers la controversée machine à voter. Joseph Kabila fait la sourde oreille à ses pairs de la SADC qui ont plaidé en faveur du consensus sur son utilisation ou non de cette machine, à la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO), à l'opposition et même à l'ONU. Tous sont contre la machine à voter

Bien plus, la CENI lui a facilité les choses en écartant de la course Jean-Pierre Bemba et Adolphe Muzito dont les candidatures invalidées ont peu de chances de passer malgré l'arbitrage de la Cour Constitutionnelle, elle aussi réputée Kabiliste. Les derniers espoirs reposent sur le Comité Laïc de Coordination (CLC) dont les manifestations de décembre et de février derniers ont eu le mérite d'avoir renforcé la pression sur Kabila au point de le pousser à ne pas tenter de faire un forcing pour un troisième mandat.

Elections ou formalité ?

Alors qu'elle n'a été prévue ni dans le calendrier électoral publié le 5 novembre 2017 ni dans la loi électorale, la machine à voter s'impose petit à petit. Ainsi en ont décidé Joseph Kabila et ses proches, notamment le Président de la CENI, Corneille Nangaa qui avait

déclaré que « *sans la machine à voter, il n'y aura pas d'élections en 2018 en RDC* ».

Comme son mentor, le président de la centrale électorale boude tous ceux qui doutent de la transparence des prochaines élections et justifie son refus d'écarter la machine à voter par le respect de la Souveraineté de la RDC.

C'est au nom de cette souveraineté justement que les autorités congolaises réservent à qui se propose d'apporter un apport logistique ou financier au processus électoral une feuille de non-recevoir, affirmant que les élections seront financées par les fonds propres du pays.

Ce, alors que le taux de financement de ces élections n'a pas encore atteint les 40% à quatre mois de la date du 23 décembre prochain. De quoi pousser des observateurs à se demander si réellement le régime en place veut des élections.

D'autre part, pour assurer une Majorité parlementaire à son dauphin dont la victoire ne ferait pas de doute au cas où les élections se tiendraient avec la fameuse machine à voter, Kabila aurait transmis au Président de la CENI une liste de 300 candidats députés nationaux pour qui les élections ne seront qu'une formalité.

Ainsi donc, si cette information est vraie, les élections législatives nationales se joueront pour les 200 sièges restant. Quant à la présidentielle, il nous revient d'apprendre que les fichiers de la CENI sont programmés pour donner au candidat du FCC une avance de 30% sur ses adversaires. Par conséquent, il ne resterait plus que 70% de voix à disputer entre lui et les autres candidats.

D'autre part, outre la machine à voter, Joseph Kabila forcerait ses partenaires étrangers notamment des pays asiatiques et certains

voisins de la RDC à soutenir son dauphin et menacerait de rompre certains contrats en cas de leur refus.

Marischka Nkashama